



L'importance des langues et des mots dans la comparaison : traduction et controverses

Jean-Claude Barbier

► To cite this version:

Jean-Claude Barbier. L'importance des langues et des mots dans la comparaison : traduction et controverses. 2011. halshs-00594063

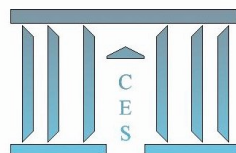
HAL Id: halshs-00594063

<https://shs.hal.science/halshs-00594063>

Submitted on 18 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'importance des langues et des mots dans la comparaison : traduction et controverses

Jean-Claude BARBIER

2011.29



L'importance des langues et des mots dans la comparaison : traduction et controverses¹

Jean-Claude BARBIER^{*}

Résumé

La comparaison internationale des politiques est, de façon cruciale, liée à la pratique de la traduction pour deux raisons qui s'interpénètrent : la compréhension comparée des politiques ne peut faire abstraction du rôle central que joue la langue dans tout exercice de la politique, d'une part ; de l'autre, l'investigation des sciences sociales ne peut, sans dommage grave, s'abstenir d'interroger les langues des pays que le chercheur cherche à comprendre, et à comparer entre eux. L'importance de la dimension linguistique de l'enquête comparative approfondie est explorée à propos de l'exemple des politiques sociales. Une enquête particulière illustre cette importance. Il s'agit de la réforme de la protection sociale qu'on a qualifiée de *workfare* ou ailleurs d'*activation*. La réforme a fait du bruit des deux côtés de l'Atlantique et la traduction défectueuse a conduit, depuis 10 ans, à des controverses dommageables. Plus généralement, cet exemple permet de considérer ce qu'on peut considérer comme une réticence de la comparaison internationale des politiques sociales – et, sans doute, plus largement, de l'analyse des politiques en sociologie et en science politique – à poser sérieusement la question des différences culturelles et de la variété des cultures politiques.

Mots clés

Comparaison internationale, *workfare*, politiques d'activation de la protection sociale, traduction, langues étrangères

Why languages matter for cross-national comparison of social policies

Abstract

Cross-national comparison of policies is basically linked, albeit implicitly, to translation for two main reasons. On the one hand, understanding policies from a comparative point of view is impossible without taking seriously the central role played by language in any political activity. On the other hand, social science research is bound to remain a limited exercise if it postulates that language has no consequences on its very object. These assumptions are explored in the area of cross-national comparison of social policies. Reforms that were conducted for the last ten years on both sides of the Atlantic, under the label of "workfare" and of "activation of social protection" are a case in point. Exploring these reforms while bearing in mind the importance of their linguistic form and the meanings involved in their political construction, negotiation and discussion leads to stressing the importance of political cultures, a topic often underestimated by mainstream cross-national comparison of social protection and labour markets.

Key words: Cross-national comparison, workfare, activation policies, translation and methods, foreign languages

JEL Classification: B59 I 38

¹ Le présent document a fait l'objet d'une communication au colloque « Comparer en sciences sociales aujourd'hui : bilans, défis, méthodes », Montréal, 8-10 janvier 2009.

^{*} Directeur de recherche CNRS - CES Université Paris 1 Panthéon Sorbonne ;
courriel : jean-claude.barbier@univ-paris1.fr

Introduction

Il y a longtemps que des comparatistes s'intéressent aux mots en tant qu'ils mettent le chercheur sur la piste des significations sociales des phénomènes sociaux et politiques qu'ils cherchent à décrypter. B. Badie et G. Hermet, dans leur ouvrage classique, plusieurs fois réédité, ont défendu une perspective 'sémiotique' en analyse culturelle (2001, p. 29-30) ; ces auteurs ont explicitement prôné le recours à l'analyse linguistique. Pour eux, en « mettant en perspective les différents mots employés dans chaque langue pour désigner les institutions et les pratiques, en s'interrogeant sur l'étymologie puis sur les glissements successifs de sens ayant affecté ce vocabulaire » on peut reconstruire « la manière dont se trouvent construits dans chaque société les attentes politiques des individus, sans que celles-ci ne soient trop rapidement conçues par recours aux catégories du sociologue occidental ». Ce programme, ici présenté comme concernant le sociologue « occidental », qui doit être attentif aux différences avec des systèmes politiques d'autres continents, vaut pour les différences entre les pays occidentaux eux-mêmes. Sa justification ne tient pas à une sensibilité particulière à la variété linguistique *pour elle-même* : c'est parce que « le rapport de l'acteur au sens devient un élément important de la recherche ». L'acteur en effet, que le sociologue rencontre, est « socialisé à un système de sens donné, sa confrontation à des institutions ou des pratiques politiques relevant d'un autre système de significations le place en situation d'aliénation ou de rupture » (ibid., p. 33). Ces affirmations n'ont rien de révolutionnaire ou d'inattendu. Il est d'autant plus étonnant que la « question linguistique » soit généralement sous-estimée dans les sciences sociales qui analysent les politiques sociales, et ceci, d'un double point de vue : celui du rôle de la langue dans l'action politique et celui du rôle de la langue dans l'activité même de la recherche. Heureusement, nos sciences sociales sont aussi peuplées d'exceptions brillantes au principe de la mésestimation des phénomènes linguistiques qui est directement mis en œuvre par la domination d'une épistémologie universaliste.

La présente communication soulignera combien la comparaison internationale des politiques – notre objet de prédilection est la protection sociale – est, de façon cruciale, liée à la pratique de la traduction pour deux raisons qui s'interpénètrent : la compréhension comparée des politiques ne peut faire abstraction du rôle central que joue la langue dans tout exercice de la politique, d'une part ; de l'autre, l'investigation sociologique ne peut, sans dommage grave, s'abstenir d'interroger les langues des pays que le chercheur cherche à comprendre, et à comparer entre eux. Ce double rôle sera d'abord mis en relation avec une réflexion littéraire et philosophique, celle d'Albert Camus. Ensuite on soulignera l'importance de la dimension linguistique de l'enquête comparative approfondie à propos des politiques sociales. On conclura par la présentation d'un exemple empirique d'enquête, à propos d'une réforme de la protection sociale qui a fait du bruit des deux côtés de l'Atlantique et où la traduction défectueuse a conduit, depuis 10 ans, à des controverses dommageables. Il s'agira ici d'insister sur ce qu'on peut plus généralement considérer comme une réticence de la comparaison internationale des politiques sociales – et, sans doute, plus largement, de l'analyse des politiques en sociologie et en science politique – à poser sérieusement la question des différences culturelles et de la variété des cultures politiques (Barbier, 2008a).

« Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde »

La formule d'Albert Camus², qui a fait l'objet de citations aussi innombrables qu'erronées (ce qu'apprend une visite rapide de Google), doit être resituée dans son contexte littéraire et philosophique. Le texte dont elle est extraite est une recension critique d'un ouvrage du philosophe Brice Parain, spécialiste du langage. Camus est un écrivain qui, dans les circonstances politiques des années de l'Occupation en France, met en question le rôle du langage, dans l'opposition mensonge-vérité : « Il y a une interrogation primordiale qui doit porter sur la valeur même des mots que nous prononçons. Il s'agit de savoir si notre langage est mensonge ou vérité ». La question, pour l'écrivain, est de savoir « si les mots ont une chair ou s'ils ne sont que des coques vides, s'ils recouvrent une réalité plus profonde ou s'ils ne sont que poursuite du vent ». Comment, à la lecture de ces phrases, ne pas immédiatement penser à la discussion par le grand comparatiste G. Sartori (1991) des chimères à quoi conduisent les fausses comparaisons, ce qu'il traite sur le mode de la dérision en parlant de *can-gatti* ou de *vacche grigge* ? Comment ne pas écouter le conseil d'un autre éminent comparatiste, M. Etienne, qui recommande « le détour par l'analyse des mots » (Etienne, 2008, p. 13). Nous prendrons plus loin un exemple de ces « chat-chiens », ou « vaches grises » avec l'étude du mot et de la notion de *workfare*.

La position d'A. Camus ne vaudrait-elle que pour les écrivains engagés, et pas pour nous, dans les sciences sociales ? Je ne le crois pas. D'autant plus que si l'on suit Max Weber, l'essence de notre métier est la recherche de la vérité (*Warheit*). Pour autant qu'on s'occupe de science, en effet, il s'agit de la recherche de la vérité (*ein Ort (...) wo Warheit gesucht wird*)³. Ainsi, c'est à mon sens pour des raisons de recherche de la vérité et de l'exactitude que l'attention au langage est impérative. Cette discussion fait également écho aux réflexions d'un autre romancier, journaliste et essayiste, dont une part importante de la production écrite relève de la sociologie. Il s'agit de George Orwell, qui s'est attelé à la question des rapports difficiles entre la langue et la politique contemporaine, du point de vue de l'usage vague, mensonger, mécanique de la langue par cette dernière, par exemple dans son essai *Politics and the English language*⁴. Bien des constats qu'il y présente à propos de l'écriture sociologique en anglais peuvent s'appliquer au métier de comparatiste, tout particulièrement quand il est confronté aux langues de la politique. Une « *mixture of vagueness and sheer incompetence is the most marked characteristic of modern English prose* », écrit-il. Que n'aurait-il pas écrit s'il avait connu l'usage de l'internet, lui qui anticipa magistralement la pratique du « couper-coller » : « *modern writing* » pour l'auteur « *consists in gumming together long strips of words which have already been set in order by someone else, and making the results presentable by sheer humbug* ». La « pure escroquerie », ou sottise, n'est-elle pas à l'œuvre dans beaucoup de (fausses) traductions qui sont à la base de comparaisons superficielles ignorant les langues étrangères dans l'enquête sociologique ? Mon expérience des situations internationales de recherche m'incline à le penser.

² Albert Camus, « Sur une philosophie de l'expression, *Œuvres complètes*, Paris, NRF Gallimard, T 1, La Pléiade, p. 908. Les autres citations sont tirées de ce texte. On notera, en passant, que c'est un comble que l'expression camusienne soit citée par M. Jacques René Rabier, ancien haut fonctionnaire européen, en défense de la communication politique de la Commission européenne, qui, comme toute communication politique utilise le langage comme un instrument de manipulation (voir site www.euractiv.com consulté le 8 décembre 2008, « EU public opinion polls 'lack spice' »).

³ M. Weber, 1991, p. 33. La citation est extraite de *Die Objektivität sozialwissenschaftlicher Erkenntnis*. Le « lieu » est la revue *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* dans laquelle l'article de Weber est publié en 1904 [traduction française, dans *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon Pocket, 1995, p. 131].

⁴ L'essai est publié pour la première fois en 1946, il est accessible à l'adresse <http://www.george-orwell.org>.

Les problèmes linguistiques dans la comparaison internationale et dans l'action politique

En effet, si l'on poursuit l'exigence de vérité posée par Albert Camus en la transposant dans le domaine des sciences sociales, et dans l'activité spécifique de la comparaison internationale de notre domaine, que constatons-nous ? Seules quelques minorités de chercheurs s'intéressent à la langue : les sociolinguistes bien sûr, et ceux et celles qui font des analyses approfondies, resituées dans l'histoire, de tel ou tel pays (Zimmermann, 2001). En revanche, les sociologues et les politistes en général négligent la question linguistique, que ce soit en tant que question empirique dans leur travail sur telle ou telle société, ou comme outil de leur écriture et de leur formulation de concepts. Une telle négligence est d'autant moins fondée que la traduction, dans le domaine des sciences historiques s'approche bien plus de la traduction littéraire que de la traduction technique, si l'on se refuse à considérer les sciences sociales comme autant de dispositifs techniques fonctionnalisés, servant d'aides à la décision politique. En outre, l'ignorance des langues se révèle aussi avoir des conséquences sur la capacité des sciences sociales à donner des « conseils » à l'action politique. Ici l'exemple de l'économie est flagrant (Barbier, 2008a).

En sociologie et en science politique, la situation est en effet paradoxale : alors même qu'il est en général reconnu que le langage, et, partant, les langues, sont essentiels dans l'activité politique⁵, ces disciplines en parlent très peu. Le postulat implicite est qu'il s'agit d'un aspect secondaire, et qu'on en viendra à bout par la traduction... en anglais. Peu de comparatistes attachent une importance explicite aux langues, qui sont pourtant en jeu qu'il s'agisse d'observation de type ethnographique, de catégories statistiques, ou qu'il s'agisse d'histoire de l'action politique.

En dehors du vaste champ de la recherche en sociolinguistique, deux attitudes dominent en effet en sociologie : celle de l'ignorance de la dimension linguistique, d'abord ; celle de la réduction de la langue à un code de distinction. Dans cette dernière approche, le langage est un instrument de pouvoir symbolique, utilisé sur des « marchés linguistiques », par des « agents » qui manipulent le sens afin de se distinguer. Pour P. Bourdieu (2001, p. 61), « au principe du sens objectif, qui s'engendre dans la circulation linguistique, il y a d'abord la valeur distinctive qui résulte de la mise en relation que les locuteurs opèrent, consciemment ou inconsciemment entre le produit linguistique offert par un locuteur socialement caractérisé et les produits simultanément proposés dans un espace social déterminé » ; ainsi, les différents sens d'un mot se définissent par un « noyau de sens » et leur rencontre avec des « marchés », dont celui où se définit le « sens le plus commun ». Cette conception ignore paradoxalement, d'une part qu'il existe des « communautés linguistiques⁶ » et, de l'autre, que les significations que porte la langue ne sont ni réductibles à un code maîtrisable stratégiquement ou par disposition, ni strictement déterminées. Quand il fut interrogé sur la question du devenir des langues en Europe (Raisons pratiques, 2001), P. Bourdieu, alors même qu'il a favorisé l'échange scientifique multilingue en publiant un temps le magazine *Liber* en plusieurs langues, a présenté une position contradictoire : d'une part, il est apparu comme résigné à la domination inéluctable de l'anglais, qu'il présenta comme un fait. Il convient, dit-il, de

⁵ Même les auteurs qui utilisent des questionnaires traduits en plusieurs langues sont conscients de ce problème, mais ils le considèrent comme mineur. C'est le cas, par exemple de G. Almond et S. Verba, (1963, p. 57-59).

⁶ En critiquant N. Chomsky, P. Bourdieu met le terme entre guillemets (2001, p. 68).

« prendre acte du fait que la langue anglaise domine ». Mais, de l'autre côté, il faut « accepter l'usage de l'anglais, sans s'exposer à être anglicisé dans ses structures mentales, sans avoir le cerveau lavé par les routines linguistiques ». C'est pour une raison politique, donc un usage stratégique de la langue qu'il fait cette réserve, car l'anglais lui paraît « un univers sémantique gros de toute une problématique éthico-politique », « une vision néolibérale du monde » (ibid., p.45-48). Cette vision est d'autant plus étonnante que les sociolinguistes, quand ils se bornent simplement à repérer des « fonctions » du langage, sans entrer dans le débat sur les significations, considèrent que le langage répond à trois « besoins », si l'on peut ainsi parler, des individus : une fonction « identitaire », une fonction « nationale » et une « véhiculaire internationale » (Calvet, 2002, p. 96-98) .

Or, la mésestimation de la langue ou sa réduction abusive à un outil stratégique empêchent de prendre en considération un élément pourtant essentiel en sociologie et dans la politique à la fois : les significations sociales. L'antidote à cet appauvrissement instrumental de la sociologie se trouve dans l'enquête approfondie. À cet égard, le précis d'expériences de traduction d'Umberto Eco (2003) fournit un outil important pour le sociologue comme pour le traducteur en général. On peut en retenir quelques leçons essentielles : d'abord celle selon laquelle la traduction en sociologie n'est pas foncièrement étrangère à la traduction littéraire, car dans cette discipline, elle ne saurait, du moment qu'elle concerne le sens, les significations, être purement fonctionnelle et « technique ». Cette traduction, toujours possible⁷, malgré l'hypothèse adverse, requiert une méthode de « négociation » (*negoziazione*) car on ne peut garder tout de l'original. En sociologie, contrairement à ce qui arrive souvent pour la traduction littéraire, l'anglais, et non pas le latin, se trouve en position de « troisième langue ». Mais la singularité toujours propre à une expression étrangère doit être comprise, selon le point de vue sociologique, comme devant être expliquée par son contexte social. Toute autre est l'attitude qui consiste à traduire d'emblée, à « domestiquer » (*domesticare*) pour employer le terme utilisé par U. Eco, et, de surcroît, en anglais, ce qui efface la singularité. Or, cette dernière recèle souvent une information décisive. Prenons un exemple simple : au Danemark existent aujourd'hui deux « programmes » sociaux qui permettent aux personnes de se retirer du marché du travail avant l'âge normal de la retraite ; l'un s'appelle *førtidspension*, l'autre *efterløn*. La traduction bâclée en anglais les nomme tous deux « préretraite » (*early retirement*). Or, tout chercheur enquêtant au Danemark s'aperçoit qu'ils ne fonctionnent pas du tout de même, et surtout, qu'ils n'ont pas la même source de légitimité. La langue, qui les différencie, ouvre les yeux : le premier est, littéralement, la « pension » « avant l'heure » (*førtid*) ; le second est le salaire (*løn*) d'après (*efter*). L'enquête approfondie apprend que le dernier programme s'accompagne d'une cotisation facultative des salariés qui y gagnent un départ anticipé ; tout autre est le premier, qui résulte de la décision collective de faire partir « avant l'heure » les personnes qui sont atteintes d'une incapacité ou d'un handicap. Quiconque ne fait pas la différence et se contente parler des « préretraites » en anglais, ne comprend pas pourquoi les deux programmes ont connu une réforme très différente dans les dix dernières années. Ce point est essentiel pour comprendre les spécificités de la protection sociale danoise et ses modes de légitimation.

Il ne s'agit au demeurant pas seulement des observations empiriques : la langue est importante pour la recherche à commencer par les concepts (Cassin, 2004). Cette question cruciale mais mésestimée s'applique également à des concepts pourtant bien établis, comme ceux de Max Weber : la discussion est toujours ouverte, chez les spécialistes, pour savoir s'il est opportun de continuer de considérer comme « domination » ce que Weber appelle *Herrschaft*, dans la

⁷ Il ne faut en effet pas confondre l'incommensurabilité et l'incomparabilité (*incommensurabilità* et *incomparabilità*) (Eco, 2003, p. 41-43).

mesure où le « champ sémantique » qui regroupe *Gewalt, Macht, Herrschaft, Gewaltsamkeit* n'est pas organisé de la même façon, par exemple en français (domination, puissance, pouvoir, violence, force, etc..)⁸. Une approche pragmatique par champ sémantique (Barbier, 2002a) est tout à fait utile pour comparer des programmes sociaux différents en Grande-Bretagne, Danemark et France, afin de conjurer l'erreur qu'il y aurait à comparer terme à terme des programmes en apparence semblables, sans les situer dans un contexte (Maurice *et al.*, 1982) et des relations essentielles à leur compréhension (voir ci-après la question du *workfare*). Parmi beaucoup d'autres, un exemple concernant directement la question de la protection sociale est le concept d'*ethnicité* dont la validité dans un contexte français a été à juste titre contesté (Schnapper, 1999). Ainsi, clarté de la pratique sociologique et clarté de la langue traduite se rencontrent. Notons en outre que la vocation propre de la sociologie est mise en danger par sa proximité croissante avec l'activité politique qui utilise des notions ambiguës disponibles en anglais international (Barbier, 2008b), un danger accru dans les situations internationales de recherche.

Plus généralement, la sociologie se doit de prendre en considération le fait que la langue est indissociablement code et significations. Cette double nature rencontre celle des linguistes pour qui la langue associe « représentations affectives et pulsionnelles aux processus purement cognitifs » (Hagège, 1985, p. 190). Seul un aspect du langage est codage et décodage, car il y a deux autres « composantes de sens », le niveau des interprétations culturelles, et celui des « signifiances inconscientes » (*ibid.*, p.287-288). C'est pourquoi la linguistique peut certes rechercher des invariants du langage, mais il lui faut situer ce projet dans « une visée anthropologique à trois ancrages : les représentations linguistiques toujours différentes selon les cultures, les pratiques sociales qui s'expriment en langue, et les discours réels en quoi se résout tout un discours imaginaire propre à chaque groupe humain » (*ibid.*, p. 351-352).

Cette définition linguistique a des échos directs dans les composantes de la culture politique, où pratiques et significations sont liées. Il s'ensuit que l'anglais international est insuffisant, à lui seul, pour les chercheurs, comme pour les acteurs de la politique. Comprendre les cultures politiques diverses, c'est en passer par l'interprétation de leurs idiomes, directement quand c'est possible, ou indirectement, quand on ne connaît pas la langue concernée. Sinon, on est condamné à l'utilisation de ce simili-anglais dont G. Steiner a parlé, cette « croûte superficielle » acquise « par des gens totalement étrangers à la trame historique, aux facettes multiples de la morale intériorisée et de la culture enfouies dans la langue » (Steiner, 1978, p. 433). Si, dans « l'anglais international », « les topographies de l'expérience, les champs de référence idiomatique, symbolique, communautaire qui fournissent à la langue sa densité spécifique sont défigurés par le transfert ou s'évanouissent entièrement », que reste-t-il des traductions qu'on utilise dans les sciences sociales ? Quel sens aurait une sociologie qui se bornerait à travailler sur du « fonctionnel » et du mécanique ? La langue qui joue un rôle si important dans la politique, doit donc expressément et intégralement faire partie des éléments comparés entre les pays. C'est ce qu'on va maintenant illustrer sur un exemple, le *workfare*.

⁸ Sur la question, par exemple, du fameux « monopole de la violence légitime » [*das Monopol legitimer physischer Gewaltsamkeit*], Max Weber joue entre *Gewalt* et *Gewaltsamkeit*. (Weber, 1988, p. 505-506). Voir sur ce point les publications de François-André Isambert, en particulier (1993). Voir aussi les articles et commentaires divers de Jean-Pierre Grossein, (ainsi 2006), ainsi que M. Lallement (2005).

Une illustration de comparaison malaisée et de controverses, le *workfare*

En économie, en science politique, en sociologie, beaucoup de chercheurs se sont intéressés à l'apparition, depuis les années 1980, de nouveaux programmes publics, présentés par les responsables politiques et parfois débattus dans l'opinion, sous l'étiquette « *workfare* », souvent « *welfare-to-work* », « politiques actives », mais aussi « activation », etc. Comme les idées voyagent rapidement aussi bien en politique que dans la recherche, le mot *workfare* a rapidement trouvé sa place dans les travaux académiques, dans de nombreuses langues. Dans le langage du débat politique, dans les forums spécialisés, le mot a aussi trouvé un usage relativement répandu. En revanche, dans le débat public et dans la grande presse, il s'est évidemment cantonné aux pays de langue anglaise. Pour autant, comme on va le montrer, alors qu'ils partagent l'anglais en commun, l'usage, en Grande-Bretagne et aux États-Unis a été très différent et cette différence traduit un enjeu politique que l'analyse ne peut ignorer sans passer à côté de l'essentiel de la comparaison.

Il n'est évidemment pas possible de procéder ici à ce qu'on pourrait appeler, à la suite de J. Peck (1998), une « *geopolitical etymology* » de toutes ces expressions dans tous les pays européens et aux États-Unis. Pour simplifier une étude complexe (qui devrait porter sur tous les pays européens, sur une période de 15 à 20 ans, et procéder par des analyses des discours divers – académiques, politiciens, experts⁹, etc.), on présentera ici quelques repères en parlant principalement de trois pays, la Norvège, la France, et le Royaume-Uni en comparaison avec les États-Unis¹⁰. Est-ce mal nommer les politiques apparemment semblables que de parler de *workfare* ailleurs qu'aux États-Unis ? L'étude comparée des trois pays prouve que la réponse à la question est positive.

La diffusion académique internationale de la notion de workfare

Dans les analyses académiques, le débat sur la réforme de la protection sociale liée *au travail* (entendu comme l'activité professionnelle, plus généralement¹¹) a été, depuis ses débuts en Europe, en large partie « aimanté » par la question du *workfare*. Cet attrait pour le mot américain, même dans les pays¹² qui n'avaient aucune chance de produire des politiques de *workfare* (comme en Italie, voir Barbier et Fargion, 2004), s'explique par la puissance de l'influence de l'anglais international dans la recherche, mais aussi par la charge sémantique du mot lui-même, évoquant le travail forcé et une dé-légitimation de la protection sociale par les milieux conservateurs américains qui ne pouvait laisser aucun analyste indifférent. Dans une première période, l'usage du mot a abouti à une fausse comparaison qui cherchait à faire entrer toutes les réformes apparemment semblables dans la catégorie inadéquate du *workfare* et cela a multiplié les controverses et les erreurs.

⁹ Il est en effet indispensable, de séparer, dans la limite du possible, les dénominations du langage politique courant, du langage des politiciens, dans tel ou tel pays, du langage de l'analyse scientifique.

¹⁰ Pour la comparaison entre *workfare* et insertion française, voir Barbier (1996) et, pour une vue d'ensemble du système français contemporain voir Barbier (2008c). Notre base empirique est constituée d'enquêtes de terrain dans plusieurs pays et en plusieurs langues : en France (services de l'emploi, programmes locaux d'insertion, etc.), au Danemark (enquête de longue durée sur l'*aktivering* et les politiques de l'emploi), en Allemagne (réforme Hartz) et en Grande-Bretagne (des New Deals à la généralisation du « work test »). Cette enquête de terrain est associée à une analyse des systèmes de protection sociale en Europe (macro-systèmes et politiques sectorielles et des cultures politiques dans lesquels ils sont encastrés (Barbier, 2008a).

¹¹ La distinction française entre travail et activité professionnelle n'est pas rendue aisément en anglais.

¹² Le mot a été adopté comme « *catch-word* » dans de nombreuses conférences, « obligeant » en quelque sorte les chercheurs à trouver un « équivalent » dans leur propre pays, qu'il s'agisse de la République tchèque ou même de l'Inde.

Le fait de la diversité a été progressivement documenté, même si les controverses ne se sont pas tues (Gilbert and Van Voorhis, 2001 ; Barbier, 2002b ; van Berkel and Møller, 2002 ; Serrano Pascual, 2007) En France et en Norvège, les universitaires ont utilisé la référence américaine pour penser les réformes dans leurs pays, au point de « naturaliser », en quelque sorte, la notion de *workfare* dans leur langage académique.

La Norvège a été l'un des premiers pays à introduire ce qui s'est appelé, en norvégien, *arbejdslinjen*, le mot étant présent dans un document important de réforme de 1992, correspondant à la « priorité au travail » (Dahl and Drøpping, 2001 : 270 ; Hviden, 1999). Au demeurant, le terme même, qui s'opposait rhétoriquement à la priorité à la prestation (*stønadslinja*), réactivait une ancienne pratique, datant des années 50 (ibid. : 289). La Norvège est aussi le pays d'Ivar Lødemel, qui fut l'auteur du travail pionnier de recherche comparative sur les réformes des années 1990, financé par la Commission européenne (Lødemel and Trickey, 2001 ; Lødemel, 2004 ;). Les chercheurs norvégiens furent parmi les premiers à traduire en anglais les termes des réformes de leur pays, au moment où le mot *workfare*, venu des États-Unis, commençait de se répandre, à l'occasion du débat autour de la réforme de l'AFDC (*Aid for Families with Dependent Children*), au milieu des années 1990.

C'est aussi la référence américaine qui fut introduite dans le débat français par P. Rosanvallon, dans une situation pourtant bien différente de la tradition norvégienne. Ce dernier a affirmé, dans *La nouvelle question sociale*, que les problématiques du *workfare* et de l'insertion, et plus généralement les réformes européennes, ne pourraient rester étrangères et qu'elles conduisaient à un « même type de redéfinition du social » (1995, p. 176-177). On commence alors en France à s'interroger sur la possibilité d'un « modèle français de *workfare* » (Outin, 1996). Au moment où S. Morel insiste sur la différence entre les logiques américaine et française (Morel, 1996), on était pourtant dans une situation bien différente de la Norvège : le RMI, d'abord expérimental, avait été évalué et revoté en 1992, avec son « impératif national » de l'insertion. Au moment où ces lignes sont écrites, alors qu'une nouvelle réforme annonce la mise en œuvre en France d'un « revenu de solidarité active » en 2009, il n'est toujours pas question d'*obliger effectivement tous les allocataires* des minima sociaux en France, à s'inscrire à l'agence pour l'emploi et à chercher du travail (Barbier, 2009).

Dans les deux pays, c'est à la fois la disponibilité du mot, venu des États-Unis, qui en fait l'attrait pour les chercheurs, mais c'est aussi son contenu symbolique très fort qui intéresse ses utilisateurs : le mot *workfare* porte une charge significative dont il ne se débarrassera jamais, qui tient à ses origines précises, comme programme visant à imposer un travail, dissuasif et punitif, à des mères qu'on soupçonne de « vivre de l'assistance », en quelque sorte aux crochets de la société, en étant « dépendantes du *welfare* ». Le mot n'a pas été formé n'importe où : c'est une création profondément ancrée dans l'*imaginaire* politique américain, pour employer le concept de C. Castoriadis (1975). Le premier usage du terme date de 1968. Il est inventé par William Safire, journaliste et rédacteur des discours de R. Nixon. Le président républicain, en 1969, déclara à la télévision « *what America needs now is not more welfare but more 'workfare'* »¹³. Le mot *workfare* devient dès lors un « totem idéologique » aux États-Unis (Peck, 1998). Avec la réforme de 1996 introduisant la nouvelle prestation dite TANF (*Temporary assistance for needy families*), un consensus 'bi-partisan' est acquis entre républicains et démocrates pour appuyer le slogan de B. Clinton (« *end welfare as we know it* ») : ce n'est alors plus le terme *workfare* qui sera retenu par les politiciens, mais celui, euphémisé, de *welfare-to-work*. Malgré le changement du terme des politiciens, les programmes sont dans la logique de ceux qui ont été expérimentés dès les années 1980. Il y

¹³ Il y avait à l'époque 1,7 million de familles recevant l'allocation AFDC, c'est-à-dire à peu près le même nombre que les bénéficiaires du TANF d'aujourd'hui.

avait parmi les actions mises en œuvre, en particulier, un programme dit « WIN » (*work incentive program*, dont la première introduction remonte à 1967¹⁴). Les caractères d'une « activation punitive », visant principalement des mères pauvres éligibles à l'assistance résiduelle¹⁵ dans les quartiers habités par les « *African Americans* » et les « *Hispanics* », sont en place, et renforcés au moment de l'adoption du *Family Support Act* de 1988. La même année, la loi sur le RMI est adoptée en France : elle est aux antipodes du travail forcé, dans tous ses aspects, idéologiques, financiers, pratiques (Barbier, 1996 ; Morel, 2000).

En milieu anglophone même, au Royaume-Uni, le mot *workfare* ne prit pas dans le langage politique : les conservateurs y étaient hostiles car ils redoutaient que l'État devienne un employeur de dernier ressort¹⁶ ; le dernier gouvernement conservateur, sous John Major, lança quelques expériences, mais le New Labour, en 1997, s'inspirant des programmes du Wisconsin en particulier, lança non pas le *workfare*, mais les programmes de *welfare to work*¹⁷ (des programmes dits 'New Deals' d'abord pour les jeunes de moins de 25 ans, puis étendus progressivement). Les travaux des précurseurs de langue anglaise n'utilisaient pas non plus le mot *workfare* : ainsi D. King (1995) parle de « *work-welfare* ». Et d'ailleurs, même aux États-Unis, où l'orientation la plus résiduelle et la plus punitive est indéniablement présente (Handler and Hasenfeld, 2007), il y a toujours eu des variations locales et non pas un modèle unifié, comme les premiers analystes l'avaient noté dès les années 1980, oscillant entre une intervention d'aide à l'employabilité (*enhancing recipients' employability*) et une strictement répressive (*a punitive approach aimed at requiring acceptance of any job*) (Rodgers, 1981 : 12).

L'une des meilleures illustrations empiriques de l'inexactitude et de l'imprécision de l'usage du terme « *workfare* » dans le contexte des pays parlant l'anglais est la controverse, cette fois-ci non académique, déclenchée en 2008 à propos des réformes promises par le gouvernement britannique pour l'année 2009, à la suite de la publication de son livre vert intitulé "No one written off: reforming welfare to reward responsibility" (Juillet 2008). En novembre 2008, alors que le gouvernement Brown réitère sa volonté d'étendre à tous les allocataires de l'assistance la généralisation du « *work test* », le Trade Union Congress (TUC) britannique dénonce cette réforme, et, au passage, la suppression de l'*Income Support*, filet de sécurité généraliste, comme un passage vers le « *workfare* » que les gouvernements précédents, selon le TUC, avaient refusé d'implanter depuis 1997 (TUC, 2008). On imagine que les chercheurs qui, depuis plus de 10 ans, imaginent l'implantation du *workfare* en France, et qui, par ailleurs, confondent sous le même mot programmes britanniques et américains se rendront enfin compte de l'erreur qu'ils ont commise et de leur contribution à la fabrication de vaches grises. Rien n'est cependant sûr, tant les biais universalistes se mêlent avec l'absence d'enquête empirique à l'étranger et avec les positions normatives anti-« anglo-saxonnes » dans la recherche sociologique, pas seulement française.

¹⁴ Puis, plus tard, le programme « JOBS » (Handler and Hasenfeld, 2007, p. 180-181 ; Morel, 2000, 227-235).

¹⁵ Rappelons qu'avant la réforme en 1994, il y avait aux États-Unis, plus de 14 millions de bénéficiaires (5 millions de familles). En 2007, les chiffres sont de moins de 4 millions (1,7 million de familles), soit moins de 3 % des familles. L'assistance est donc résiduelle aussi bien dans son montant que dans la proportion de ses bénéficiaires, ce qui distingue radicalement les États-Unis de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, trop souvent classée à tort dans un groupe « anglo-saxon ». Pendant le même temps, plus de 22 millions de foyers, soit plus d'un sur cinq percevaient l'impôt négatif fédéral, dit *Earned Income Tax Credit* (EITC).

¹⁶ Les conservateurs critiquaient « the nationalisation of jobs » (*The Economist*, 3.8.1996).

¹⁷ Comme d'autres journaux, *The Independent* présentait les réformes naissantes, dont l'inspiration venait des États-Unis comme un « *workfare with dignity* », (par exemple, numéro du 26.9.1996).

En effet, dans la recherche européenne, le terme *workfare* s'est répandu pendant un temps assez long, avec deux conséquences. Des chercheurs qui se plaçaient à un très haut niveau d'abstraction¹⁸ l'ont conçu comme un « principe », voire une « essence » : c'est le cas de J. Peck (2001) ou encore de B. Jessop (1996), pour qui il s'agissait d'un trait stylisé du capitalisme actuel¹⁹, ou encore de M. Ferrera (1998 : 30) qui y vit un trait purement fonctionnel des systèmes contemporains²⁰. On peut aussi joindre à ces auteurs l'un des rares chercheurs américains qui se prononcent plutôt favorablement pour le *workfare*, N. Gilbert (2002), qui, alors même qu'il cite abondamment des travaux montrant la diversité radicale des systèmes, tient pour négligeables les différences de politiques en Europe et qui part du postulat que les réformes sont censées converger vers le modèle américain, pour des raisons fonctionnelles économiques et en raison des exigences morales transformées dans les sociétés.

En définitive, le comparatiste qui conduit cependant des travaux prenant le soin de décrire et d'analyser des politiques concrètes, empiriquement documentées, rejette l'analyse superficielle dans laquelle l'usage du mot *workfare* produit des monstres comparatifs (Sartori, 1991 : 33-35). Le mot-valise entrave les analyses, même si on essaie de le qualifier et enferme dans la contradiction : c'est le cas par exemple de Sven Hort (2001), qui parla de « *workfare* civilisé » pour la Suède, ou encore de J. Torfing (1999) qui définit des catégories de « *workfare* » contradictoires entre elles, parce que le prétendu « *workfare* danois » était, par ses traits concrets, à l'opposé des programmes américains typiques. I. Lødemel et H. Trickey (2000) rencontrèrent le même problème, malgré leur définition minimaliste²¹, qui mélangeait, dans le plus grand désordre, les programmes américains et les emplois jeunes français, en passant par l'assistance allemande de la loi de 1961. De leur côté, de nombreux auteurs ont aussi simplifié de façon outrancière les différences, tout en les reconnaissant partiellement, mais en voulant quand même garder la force critique du mot *workfare*, associé au danger présumé d'américanisation de l'Europe en matière de protection sociale (Wacquant, 1999, 2004; Chapon et Euzéby, 2002). D'autres, au contraire, ont renoncé à la notion de *workfare* en utilisant les termes « activation de la protection sociale » (Barbier, 2008b) ou encore « d'aide au conditionnel » (Dufour *et al.*, 2003).

Conclusion

Ainsi, la tâche de l'analyse sociologique empiriquement fondée demeure et, parce qu'elle recherche la vérité, elle ne peut se passer de l'analyse fine des significations des langues nationales, sans les traduire en anglais.

Elle ne doit pas se laisser détourner de ses buts de compréhension approfondie par l'usage du vocabulaire approximatif de la vie politique, et l'un des enjeux essentiels de la comparaison

¹⁸ Le raisonnement en termes de niveaux d'abstraction est développé par Sartori (1991, p. 40). À un certain niveau d'abstraction, la réduction est si générale qu'on ne voit plus les différences ; c'est le défaut courant des travaux économiques universalistes (voir Barbier, 2008a).

¹⁹ Il s'agissait pour lui, de « *subordinate social policy to the needs of labour market flexibility and/or to the constraints of international competition* » (Jessop, 1996, p. 176).

²⁰ Il notait que « *le strategie di workfare, o comunque la razionalizzazione dei percorsi fra welfare e lavoro, hanno guadagnato terreno anche negli altri paesi Europei* – les stratégies de *workfare* ou, à tout le moins, la rationalisation des trajectoires de l'assistance au travail, ont gagné aussi du terrain dans les autres pays européens ».

²¹ Le *workfare* se définit, pour eux, comme, « les programmes et dispositifs qui obligent les personnes à travailler en contrepartie de leurs prestations d'assistance » (« *programmes and schemes that require people to work in return for social assistance benefits* ») (2000, p. 6).

internationale des politiques est précisément de comprendre si elles sont les mêmes ou si elles divergent, ce qu'il y a de commun, de spécifique, voire d'universel dans ces politiques, et de construire des concepts adéquats pour en rendre compte (Barbier, 2008a). Il s'agit du même problème que, dans son domaine, l'écrivain, selon la formule d'A. Camus citée plus haut, rencontre : le souci est d'approcher une vérité dans une époque où la politique est trompeuse²². Le *workfare* appartient à la catégorie des mots trompeurs et approximatifs si on ne l'emploie pas pour ce qu'il a toujours été, depuis R. Nixon et W. Safire, c'est-à-dire le projet punitif des conservateurs américains à l'égard des mères pauvres, destiné principalement à capter les voix des électeurs prompts à voir dans les « assistées » des tricheuses. L'analyse des réformes exige d'autres concepts, plus précis et plus neutres, plus cohérents à rebours de la description hâtive et journalistique de grandes évolutions, à un niveau d'abstraction qui tend vers une réduction universaliste du monde.

Bien d'autres exemples de l'importance de l'enquête empirique intégrant la compréhension authentique des mots dans leur langue pourraient être convoqués ici (voir les exemples nombreux analysés dans Barbier, 2008a : insertion, précarité, *flexicurity*, *underclass*, *Zumutbarkeit*, etc.). Cette méthode et la position épistémologique qui la soutient permettent de faire droit à une analyse culturelle des politiques qui permet de les comparer en évitant les nombreuses facilités du relativisme culturel et du particularisme qui se croit universaliste et qui n'est qu'un universalisme particulariste (Hyman, 2005).

Références

Almond G. and Verba S., 1963, *The civic culture, political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press.

Badie B. et Hermet G., 2001 (1^è éd. 1990, PUF), *La politique comparée*, Paris, A. Colin.

Barbier J.-C., 1996, "Comparer *workfare* et insertion?", *Revue française des affaires sociales*, n°4, octobre-décembre, p. 7 - 27.

Barbier J.-C., 2002a, « Marchés du travail et systèmes de protection sociale : pour une comparaison internationale approfondie », *Sociétés contemporaines*, n° 45-46, novembre, p. 191-214.

Barbier J.-C., 2002b, « Peut-on parler d'« activation » de la protection sociale en Europe ? », *Revue française de sociologie*, n° 43-2, avril-juin, p. 307-332.

Barbier J.-C., 2005, « La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale », note critique, *Revue française de sociologie*, n°46-2, pp. 351-371, avril-juin.

Barbier J.-C., 2008a, *La longue marche vers l'Europe sociale*, Paris, PUF, Le lien Social.

Barbier J.-C., 2008b, « La transformation des forums de politique sociale en France depuis les années 1990 », in O. Giraud et P. Warin, dir., *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte, p. 217-239.

²² En 1948, dans un autre texte que celui cité plus haut, A. Camus déplora que le monde soit « dans le malheur », et qu'il soit en proie à des « idéologies totalitaires », dans une situation qui fait que le dialogue « est remplacé par la polémique » ; la société, dit-il repose « sur le mensonge » alors que, selon lui, l'écrivain représente la liberté et la vérité (A. Camus, *Essais*, Paris, Gallimard, La Pléiade, T. 2, édition de 1965, p. 386-401).

Barbier J.-C., 2008c, « L'activation de la protection sociale, existe-t-il un modèle français ? », in A.M. Guillemard, dir., *Où va la protection sociale ?*, Paris, PUF, p. 165-182.

Barbier J.-C., 2009, « Réformes du marché du travail : raison garder », *Esprit*, Janvier, à paraître.

Barbier J.-C. et Fargion V., 2004, "Continental inconsistencies on the path to activation : consequences for social citizenship in Italy and France", *European Societies*, (6) 4 : 437-460.

Bourdieu P., 2001 (1982), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil (Points).

Calvet L.-J., 2002, *Le marché aux langues, essai de politologie linguistique sur la mondialisation*, Paris, Plon.

Cassin B., dir., 2004, *Vocabulaire européen des philosophies, dictionnaire des intraduisibles*, Paris, Seuil Le Robert.

Castoriadis C., 1975, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

Dahl E. and Drøpping J. A., 2001, "The Norwegian work approach in the 1990s: rhetoric and reform", in Gilbert, N. and Van Voorhis R., (eds) *Activating the Unemployed: A Comparative Appraisal of Work-Oriented Policies*, Rutgers, New Jersey: Transaction Publishers, p. 267-292.

Dufour P., Boismenu G. et Noël A., 2003. *L'aide au conditionnel. La contrepartie dans les mesures envers les personnes sans emploi en Europe et en Amérique du Nord*. Montréal - Bruxelles: Presses de l'Université de Montréal et P.I.E.- Peter Lang.

Duvoux N., 2008, « L'autonomie, fiction nécessaire de l'insertion ? », communication aux journées RT6 de l'association française de sociologie, Grenoble, 17. janvier 2008.

Eco U., 2003, *Dire quasi la stessa cosa, esperienze di traduzione*, Milano, Bompiani.

Etienne M., 2008, *Où est le mystère de l'identité nationale?*, Paris, Panama.

Ferrera M., 1998, *Le trappole del welfare*, Bologna, Il Mulino.

Gilbert N., 2002, *Transformation of the welfare state, the silent surrender of public responsibility*, Oxford, Oxford University Press.

Gilbert, N. and Van Voorhis R., (eds), 2001, *Activating the Unemployed: A Comparative Appraisal of Work-Oriented Policies*, Rutgers, New Jersey: Transaction Publishers.

Grossein J.-P., 2006, « Max Weber 'à la française' ? De la nécessité d'une critique des traductions », *Revue française de sociologie*, 46-4, p. 883-904.

Hagège C., 1985, *L'homme de paroles, contribution linguistique aux sciences humaines*, Paris, Fayard (Folio).

Handler J; F. and Hasenfeld Y., 2007, *Blame Welfare, Ignore Poverty and Inequality*, Cambridge: Cambridge University Press.

Hort S., 2001, "Sweden - still a civilized version of workfare?", in N. Gilbert and R. Van Voorhis, eds., *Activating the unemployed, a comparative appraisal of work-oriented policies*, New Brunswick, Transaction Publishers, p. 243-266.

Hvinden, B., 1999, "Activation, a Nordic perspective", in European Foundation for the improvement of living and working conditions, *Linking Welfare and Work*, Dublin, European Foundation, p. 27-42.

Hyman R., 2005, « Words and Things, the problem of particularistic universalism », in Barbier J.-C. and Letablier M.T., eds, *Politiques sociales/Social Policies: Enjeux méthodologiques et épistémologiques des comparaisons internationales/Epistemological and methodological issues in Cross National Comparison*, Brussels, PIE Pieter Lang, p. 191-210.

Isambert, F.A., 1993, « Max Weber désenchanté », *L'Année sociologique*, n° 43, p. 368-379.

Jessop B., 1996, "Post-Fordism and the State", in Greve E., *Comparative Welfare Systems, the Scandinavian Model in a Period of Change*, Mc Millan, Basingstoke and London.

King D., 1995, *Actively seeking work? The politics of unemployment and welfare policy in the United States and Great Britain*, Chicago, the University of Chicago Press.

Knuth M., 2008, "Path shifting and path dependence: Labour market policy reforms under German federalism", working paper, University of Duisburg.

Lallement M., 2005, « Comparer, traduire, bricoler », in Barbier J.-C. and Letablier M.T., eds, *Politiques sociales/Social Policies: Enjeux méthodologiques et épistémologiques des comparaisons internationales/Epistemological and methodological issues in Cross National Comparison*, Brussels, PIE Pieter Lang, p. 169-190.

Lødemel I. et Trickey H., 2000, *An Offer You Can't Refuse, Workfare in International Perspective*, Bristol, Policy Press.

Lødemel, I., 2004, "The development of Workfare within Social Activation Policies", in D. Gallie, ed., *Resisting marginalization, Unemployment experience and Social Policy in the European Union*, Oxford: Oxford University Press : 197-222.

Maurice, M., Sellier, F. et Silvestre, J.-J., 1982, *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne, essai d'analyse sociétale*, Paris, PUF.

Morel S., 1996, « La contrepartie dans la protection sociale américaine », *Revue française des affaires sociales*, n° spécial, n°4, octobre-décembre, p. 27-44.

Morel S., 2000, *Les logiques de la réciprocité, les transformations de la relation d'assistance aux États Unis et en France*, Paris, PUF, Le lien social.

Outin J.-L., 1996, "Minima sociaux, salaires minima et protection sociale : vers un modèle français du workfare", *Revue française des affaires sociales*, n° spécial, n°4, octobre-décembre, p. 27-44.

Peck J., 1998, "Workfare: a geopolitical etymology", *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 16, p. 133-161.

Peck J., 2001, *Workfare states*, New York, The Guilford Press.

Raisons pratiques, (La République des langues), « Quelles langues pour une Europe démocratique ? », P. Bourdieu, A. de Swaan, C. Hagège, M. Fumarolli, E. Wallerstein, n° 2, 2001, p. 41-64.

Rodgers C. S., 1981, "Work Tests for Welfare Recipients", *Journal of Policy Analysis and Management*, 1, 1, p. 5-17.

Rosanvallon P., 1995, *La nouvelle question sociale*, Paris, Seuil.

Sartori G., 1991, « Comparazione e metodo comparato », in G. Sartori e L. Morlino, dir., *La comparazione nelle scienze sociali*, Bologna, Il Mulino, p. 25-45.

Schnapper D., 1999, « Traditions nationales et connaissance rationnelle », *Sociologies et sociétés*, « Citoyenneté et identité sociale/ Citizenship and social identity », vol XXXI, n° 2, automne, p. 15-26.

Serrano Pascual, A., 2007, "Activation regimes in Europe: a clustering exercise", in Amparo Serrano Pascual, Lars Magnusson, (eds). *Reshaping Welfare States and Activation regimes in Europe*, Brussels, PIE-Peter Lang: 275-316.

Steiner G., 1978, *Après Babel, une poétique du dire et de la traduction*, Paris, Albin Michel.

Torring J., 1999, "Workfare with welfare: recent reforms of the Danish welfare state", *Journal of European Social Policy*, 9 (1), p. 5-28.

Trade Union Congress, 2008, « Opposing workfare and privatisation: The TUC response to the welfare reform Green Paper », 16 p., site www.tuc.org, consulté le 8 décembre 2008.

Van Berkel, R. and Møller I. H., (eds), 2002, "The concept of activation", in *Active Social Policies in the EU, Inclusion through participation*, Bristol, Policy Press, p. 45-72.

Wacquant L., 1999, *Les prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir.

Wacquant L., 2004, *Punir les pauvres, le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille, Agone.

Weber M. 1991 (1904), *Schriften zur Wissenschaftslehre*, Stuttgart, Reclam.

Weber M., 1988 (1921), "Politik als Beruf", in *Gesammelte Politische Schriften*, Tübingen, JCB Mohr, herausgegeben von Johannes Winckelmann, pp. 505-560.

Zimmermann B., 2001, *La constitution du chômage en Allemagne, entre professions et territoires*, Paris, Éditions de la MSH.